

« Les mémoires des prisonniers de guerre français du Stalag 325 de Rawa-Ruska (1945-2010) »

Le 28 septembre 2023, j'ai soutenu ma thèse de doctorat en histoire à l'Université d'Angers (France) devant un jury composé d'Yves Denéchère (directeur de thèse, Univ. Angers) ; Fabien Théofilakis (co-encadrant, Univ. Paris 1 Panthéon Sorbonne) ; Sarah Fishman (rapporteuse, Univ. Houston. USA) ; Noëlline Castagnez (rapporteuse, Univ. Orléans) ; Guillaume Piketty (examinateur, Sciences Po Paris) et Claire Andrieu (présidente du jury, Sciences Po Paris).

Cette soutenance conclut cinq années de recherche menées au sein du Laboratoire Temps, Mondes, Sociétés (TEMOS, UMR 9016 CNRS), et plus particulièrement au sein de l'axe 1 intitulé « Enfance, genre et traces de soi : individualités et subjectivités en mouvements » ainsi que de l'axe 3 intitulé « Communautés et pluralité : autorités, violences et coexistences »¹. D'un camp assez méconnu il y a encore quelques années, désormais, le Stalag 325 est en passe de devenir le camp de prisonniers de guerre français (PGF) de la Seconde Guerre mondiale le mieux documenté, non seulement en ce qui concerne son histoire pendant la guerre, mais aussi ses mémoires jusqu'au très contemporain, ce qui est plutôt unique dans l'historiographie consacrée aux captivités de guerre.

Cette recherche doctorale a aussi fait le pari d'une coopération entre milieu associatif et monde universitaire, ce qui est plutôt inédit dans l'histoire des captivités de guerre. En effet, les trois premières années de thèse ont été financées par l'« Union nationale Ceux de Rawa-Ruska et leurs descendants » qui milite depuis 1945 pour la mémoire du Stalag 325 à l'échelle nationale et locale. Cette coopération a été effectuée dans le cadre d'une convention avec l'Université d'Angers, le laboratoire TEMOS (UMR 9016 CNRS) et l'association, afin de garantir l'autonomie et l'indépendance de la recherche doctorale. La coopération a été fructueuse, notamment pour l'accès aux archives privées. L'association a aussi été un relais nécessaire avec des familles d'anciens PG.

¹ Les recherches menées dans l'axe 1 traitent de la construction de l'individu et du sujet à travers l'histoire en mobilisant prioritairement deux entrées, celle de l'âge et celle du genre, et en proposant de déployer une méthodologie attentive aux documents d'archives personnels. Croisant plusieurs champs, les recherches de l'axe 3 portent sur les formes d'articulations possibles entre l'intérêt collectif et l'existence d'une diversité inhérente à tout groupe, au sein d'une communauté d'appartenance ou entre communautés – politique, religieuse, économique, culturelle.

Résumé de thèse

Les anciens prisonniers de guerre français (PGF) internés au Stalag 325², dit de discipline, sont les caméléons de la mémoire de la Seconde Guerre mondiale en France ; tantôt prisonniers de guerre, tantôt résistants, tantôt déportés, parfois les trois à la fois. De 1945 à 2010, une partie des anciens du 325, rassemblés au sein de l'association « Ceux de Rawa-Ruska » ont porté l'estocade à tous ceux qui affirmaient que la résistance avait été le privilège des résistants intérieurs et de la France libre, si bien que, selon eux, si le général de Gaulle avait montré la voie le 18 juin 1940, ce sont « Ceux de Rawa-Ruska » qui en avaient assurément tracé le chemin avec les fils des barbelés en 1942, bien avant que le Conseil national de la résistance ne se constitue en 1943. Après la guerre, les anciens du 325 ont aussi combattu avec fermeté toute hiérarchie, toute distinction dans les souffrances provoquées par la barbarie nazie, eux qui ont été confrontés, à des degrés divers, aux persécutions raciales dans le Gouvernement général de Pologne. Selon eux, toute souffrance, quelle qu'elle fût, devait être justement réparée.

Cette lutte perpétuelle pour faire reconnaître la singularité de leurs expériences captives par l'État français, par les anciens résistants et déportés et par la société française, a eu un prix : celle d'une « mémoire blessée », dont les plaies furent causées par les difficultés rencontrées par les anciens du 325 à trouver leur place au sein d'une nation, elle-même bouleversée par la Seconde guerre mondiale, puis traversée par les guerres de décolonisation, en Indochine et en Algérie. Ceux de Rawa-Ruska ont d'abord cherché leur place dans les mémoires héroïques des résistances françaises pendant la guerre qui dominaient alors, puis à partir des années 1960-1970, dans les mémoires des victimes des déportations allemandes au moment de l'affirmation de la mémoire de la Shoah. Ce faisant, la mémoire du Stalag 325 s'est construite en fonction de ces enjeux par la remémoration de certains faits et dans l'oubli bien d'autres.

Ma thèse de doctorat porte sur les mémoires de la captivité de ces 20 000 captifs³ français transférés au Stalag 325 par le Haut commandement militaire de la *Wehrmacht* (OKW pour *Oberkommando der Wehrmacht*) entre le 13 avril 1942 et janvier 1944, car coupables de multiple tentatives d'évasion et de refus d'obéissance durant leur captivité dans les camps en Allemagne.

Cette thèse intervient dans un contexte où faire l'histoire de cette captivité, constituée au sein de l'Union nationale Ceux de Rawa-Ruska et leurs descendants, selon un certain nombre d'enfants et de petits-enfants d'anciens prisonniers, une nécessité, voire un remède, pour guérir une mémoire du Stalag 325 à la santé fragile depuis la disparition des anciens prisonniers, disons depuis 2010.

² Pour le reste de la présentation, nous utiliserons le terme « anciens du 325 » pour désigner les anciens prisonniers de guerre français internés au Stalag 325.

³ Il s'agit d'une estimation provenant des recherches actuellement menées par l'Union nationale Ceux de Rawa-Ruska au sein des archives du Service Historique de la Défense français (SHD), et plus particulièrement au sein de la Division des Archives des Victimes des Conflits Contemporains à Caen (DAVCC).

Aujourd'hui, les enfants, les petits-enfants et les arrière-petits-enfants des anciens prisonniers sont les héritiers de cette mémoire blessée et des silences de leurs aïeux. Certains en souffrent, certains mènent des recherches et la questionnent, certains en font peu de cas, quand d'autres ignorent encore l'existence même du camp de Rawa-Ruska.

Pour ceux qui se préoccupent de cette mémoire, subsiste donc un trop grand nombre de non-dits, de zones d'ombres, de questionnements restés encore sans réponse, qui peuvent entraver leurs cheminements personnels et qui les interrogent sur la façon de perpétuer la mémoire de leurs aînés, en particulier envers les jeunes générations. Le soutien financier à cette thèse de la part de l'Union nationale s'explique par cet enjeu de solidifier cette mémoire par la connaissance historique.

Il est vrai que l'histoire du Stalag 325 a fait l'objet de peu d'études spécifiques, hormis les mémoires de master de Christine Gros (1989) et de Marie-Laure Serre (1996) qui demeurent largement ignorées par manque de diffusion. Seules, les deux publications de Laurent Barcelo en 2001 et 2003 restent à ce jour les références les plus citées parmi les historien.ne.s, bien qu'elles ouvrent plus de pistes de réflexion sur l'histoire du Stalag 325 que sa mémoire⁴. Surtout, ces études historiques ont été menées, sinon sous l'égide de l'Union nationale Ceux de Rawa-Ruska, du moins à partir des archives soigneusement sélectionnées par elle. Dès lors ces travaux ont contribué, à des degrés divers, à perpétuer la mémoire du Stalag 325 construite par l'association depuis 1945. À cet égard, ma thèse entend faire rupture en recherchant, certes, une coopération avec « Ceux de Rawa-Ruska », mais en conservant mon indépendance universitaire.

Mon étude est consacrée à la construction de la mémoire du Stalag 325, en France principalement, avec toutefois quelques incursions en Belgique et surtout en Ukraine (post) soviétique. Le cadre d'analyse débute en 1945, année de la fin du Second conflit mondial, et la création de l'association « Stalag disciplinaire 325 Ceux de Rawa-Ruska, secrétariat de camp ». Elle se termine en 2010, l'année où les enfants et petits-enfants d'anciens du 325 prennent officiellement le relais de leurs parents dans la gestion de l'association, aujourd'hui l'UNCRR⁵. Cette chronologie n'exclut toutefois pas de réguliers retours vers la période de guerre, lesquels sont disséminés de-ci de-là dans les chapitres.

Contrairement à ce que l'on pourrait croire dès l'abord, le corpus de sources est riche et varié, ce qui a conduit, la mort dans l'âme, à faire des choix : les sources proviennent en particulier des fonds des Archives nationales, départementales, associatives, mais aussi du Comité

⁴ Barcelo Laurent, « "Rawa-Ruska, camp de la goutte d'eau et de la mort lente" », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 202-203, 2001, pp. 155-164. De l'auteur, « Itinéraires de "résistants-prisonniers" : ceux de Rawa-Ruska », in Vandebussche Robert (dir.), *L'engagement dans la Résistance (France du Nord - Belgique)*, Villeneuve d'Ascq, IRHIS, coll. « Histoire et littérature de l'Europe du Nord-Ouest », 2003, pp. 189-199. Marie- Laure Serre, « le camp de Rawa-Ruska à travers la mémoire des survivants », mémoire de maîtrise en histoire sous la direction d'Olivier Dumoulin, Université de Rouen, 1996. Christine Gros, « Rawa-Ruska, camp de représailles pour les prisonniers évadés (avril 1942 – janvier 1943) », mémoire de master en Sciences politiques sous la direction de Roland Lewin, Université des Sciences sociales de Grenoble (IEP), 1989.

⁵ La conclusion de la thèse porte sur l'inauguration de la stèle en mémoire du Stalag 325, inaugurée en 2016 au cimetière du Père-Lachaise à Paris, vue au prisme de la construction de la mémoire du camp depuis 1945.

international de la Croix-Rouge à Genève ou encore du *Bundesarchiv* à Berlin-Lichterfelde. La coopération avec l'UNCRR a été rapidement mise à l'épreuve et s'est avérée *in fine* fructueuse. J'ai ainsi pu dépouiller les archives de l'association conservées rue Leroux à Paris, mais celle-ci a aussi été un relais nécessaire avec des familles d'anciens PG. Les contacts établis m'ont permis de mener deux campagnes d'entretiens, entre 2019 et 2021, avec une trentaine d'enfants, de petits-enfants et d'arrière-petits-enfants d'anciens prisonniers.

L'analyse des sources m'a conduit à identifier plusieurs périodes charnières de la construction de la mémoire du Stalag 325. Le cadre d'analyse appliqué à cette étude est celui défini depuis les années 2000 par Johann Michel et les historiens Denis Peschanski et François Hartog, appelé : les « régimes de mémoire ».

Cette mémoire a été construite – et se construit encore 80 ans après la guerre – par différents acteurs, ces « entrepreneurs de mémoire » (Michael Pollak, 1993), individuels ou collectifs, anciens prisonniers, descendants ou non, qui ont perpétué le souvenir de cette captivité en France surtout, mais aussi en Ukraine et ponctuellement en Belgique. L'association Ceux de Rawa-Ruska, créée le 3 avril 1945, est à ce titre la figure de proue. L'étude consistait ensuite à déconstruire les stratégies discursives employées par ces entrepreneurs pour raconter des expériences personnelles ou collectives de cette captivité, en particulier dans le cadre des revendications des titres d'interné et de déporté résistant à partir de leur mise en place en 1948. Enfin, la transmission au sein des familles d'anciens prisonniers a fait l'objet d'un examen attentif afin de déceler les facteurs d'appropriation, de désintérêt ou d'abandon du souvenir de la captivité au Stalag 325 chez la deuxième, troisième et quatrième génération de descendants.

Deux régimes de mémoire ont donc pu être identifiés : une première période, allant de 1947/48 à 1960, durant laquelle la figure du « résistant du camp de Rawa-Ruska », ou encore du « PG résistants extra-métropolitains », est prédominante dans les discours de Ceux de Rawa-Ruska, laquelle entre directement en résonance avec les figures résistantes qui prévalaient alors. Cette période connaît son acmé lors de la revendication, par l'Amicale, du statut d'interné résistant pour tous les anciens du 325. Le statut est présenté comme une reconnaissance mémorielle importante de l'État, et les pensions auxquelles il donne droit comme une compensation matérielle à la hauteur de la résistance au nazisme de la part des prisonniers du Stalag 325.

Pour légitimer la demande, l'association Ceux de Rawa-Ruska met en récit l'expérience collective de captivité au Stalag 325. Or, l'association est d'emblée confrontée à un défi de taille, à savoir se débarrasser de l'image d'« anti-héros » associée aux PG, laquelle a prévalu jusqu'aux travaux historiques d'Yves Durand en 1980 et à la multiplication des témoignages publiés par d'anciens PG. Pour que le discours de Ceux de Rawa-Ruska puisse être audible au sein de la société, il doit faire oublier le traumatisme de la défaite de 1940 dont les prisonniers ont été les principaux protagonistes. Le récit insiste donc principalement sur la dimension collective de l'évasion, présentée comme une forme de combat mené moins pour sa propre liberté ou celles des camarades proches, que pour la liberté de la France et « l'anéantissement de l'ennemi ». Apparaît aussi l'idée que tous les évadés ne se valent pas. La tentative d'évasion, *a fortiori* réussie, est minimisée au profit de la figure du multirécidiviste transféré au Stalag 325. Ainsi, Ceux de Rawa-

Ruska construit l'identité résistante des anciens du 325 en lien, voire en opposition, avec les formations de la résistance métropolitaine. Pour démontrer que les anciens du 325 représentent bien une catégorie de résistants à part entière, l'association présente les sabotages ainsi que le refus d'obéissance et les tentatives d'évasion comme des modes opératoires menés clandestinement contre le potentiel militaire de l'Allemagne pendant la guerre. Ce faisant, le récit insiste particulièrement sur la dangerosité de cette résistance, en captivité, en plein territoire du Reich, au sein d'une population allemande hostile, autrement dit sans possibilité d'aide extérieure, contrairement aux résistants de métropole : les anciens du 325 seraient des « volontaires de la résistance extra-métropolitaine ». Après plusieurs années de revendication, le dénouement intervient le 31 juillet 1956, lorsque le Conseil d'État donne un avis favorable à ce que les prisonniers « transférés à Rawa-Ruska », bénéficient, au cas par cas, du statut d'internés de la résistance.

Les années 1960 marquent un tournant dans la mémoire du Stalag 325 dans un contexte où celle de la Seconde Guerre mondiale en France entame sa mutation, que les sociétés européennes s'intéressent aux « pathologies de la captivité de guerre », et alors que la guerre d'Algérie (1954-1962) revitalise les douloureux souvenirs des atrocités commises durant l'Occupation allemande : c'est la seconde période mémorielle identifiée, allant de 1960 jusqu'au début des années 2000, et ayant pour enjeu principal la reconnaissance du titre de déporté résistant pour tous les anciens du 325.

Malgré la décision du Conseil d'État en 1956 de favoriser la reconnaissance des anciens du 325 comme résistants, une partie d'entre eux se déclarent insatisfaits, ou tout du moins ne considèrent pas cette victoire comme une fin en soi. Selon Ceux de Rawa-Ruska, toutes les souffrances infligées par les nazis, quelles qu'elles soient, doivent être justement réparées. La revendication du statut de déporté résistant s'accompagne en 1965 du changement de nom de l'association, elle devient l'« Union nationale des déportés de Rawa-Ruska » (désormais UNDRR).

Le récit construit depuis 1948 est également repensé à partir de 1961, en voici les principales caractéristiques :

1) les anciens du 325 feraient partie de l'ensemble des victimes des déportations allemandes. Ils sont moins présentés comme des combattants de la lutte contre la barbarie nazie, que des victimes de cette barbarie. Ils ont désormais la volonté d'être liés, moins avec la résistance en action, mais plutôt avec les résistants mis hors d'état de nuire par les Allemands, qui ont été capturés et envoyés dans « un camp de concentration », selon le terme désormais employé par l'UNDRR. Les prisonniers du Stalag 325 seraient donc des « martyrs » qui se seraient sacrifiés pour leur pays.

2) c'est pourquoi l'UNDRR insiste sur l'inhumanité de la captivité au Stalag 325 : la soif, la malnutrition, le manque d'hygiène ou les violences des gardiens, appelés non plus « Allemands », mais « nazis ». Les descriptions veillent aussi à ne jamais se démarquer des représentations collectives du système concentrationnaire nazi, devenues le cadre de références : les images des survivants dans une extrême détresse physique (visages émaciés, corps cadavériques, etc.),

diffusées par les Alliés dès l'ouverture des camps en 1945, sont à partir de 1961 les figures auxquels un certain nombre d'anciens du 325 souhaitent être associés.

3) la dangereuse proximité de l'internement des PGF du Stalag 325 avec les violences antisémites et les massacres de PG soviétiques (PGS) dans le Gouvernement Général de Pologne constituent un des aspects centraux du récit. En cela, les anciens du 325 font partie des rares Français à l'époque - bien avant « l'ère du témoin » (Annette Wieviorka, 1998) – à évoquer publiquement le souvenir des victimes nazies dans la région, bien que les Juifs ne soient pas systématiquement mentionnés. Cependant, la spécificité du génocide juif n'est pas encore pleinement identifiée à l'époque. Cette proximité nourrit la conviction – compréhensible – selon laquelle les PGF du Stalag 325 auraient été constamment en sursis sous la menace des nazis capables d'exécuter de sang-froid (des Juifs et des PGS), accentué par l'idée que les violences nazies pouvaient à tout moment rejaillir sur eux.

Naît ainsi la figure du « déporté du camp de Rawa-Ruska ». Après des décennies d'échec, l'obtention de statut juridique est abandonnée à la fin des années 1990-début 2000.

L'étude des récits et des discours produits, soit dans le cadre associatif, soit dans le cercle plus privé, offre ainsi un point de vue inédit sur la résistance, la Shoah et les violences contre les PG soviétiques dans ce territoire. Ces deux régimes de mémoire sont des exemples révélateurs de « mémoires multidirectionnelles » (Michael Rothberg, 2018) dans la mesure où le processus de construction de la mémoire du Stalag 325 est inhérent à ceux de la Résistance et de la Déportation. En revanche, les liens avec les mémoires des décolonisations, notamment de la guerre d'Algérie, sont réduits à la portion congrue.

Rappelons que, si notre résumé de thèse se focalise sur la mémoire collective, celle à laquelle la société (française) est directement confrontée – la thèse étudie toutes les strates de la mémoire du Stalag 325, des échelles *micro* – les individus, les familles d'anciens PG – *meso* – les associations locales – *macro* – la mémoire collective (trans)nationale. En effet, malgré une activité mémorielle nationale et internationale importante depuis 1945, l'association Ceux de Rawa-Ruska n'a rassemblé qu'une minorité des 20 000 PGF internés au Stalag 325 (ex : en moyenne, 3 300 adhérents entre 1965 et 2018). Non exposées ici, ces « mémoires souterraines » (cf. M. Pollak) ont néanmoins tout autant leur place. Elles représentent une passerelle entre la mémoire collective et les mémoires individuelles. Dans certaines familles, il n'y a pas eu, ou peu, de transmission, le souvenir du « camp de Rawa-Ruska » est alors disparu ; l'oubli a également toute sa place en ce qu'il conditionne la remémoration.

Pour les enfants, petits-enfants et les arrière-petits-enfants des prisonniers qui ont décidé de s'approprier la mémoire du Stalag 325, leur engagement se traduit principalement, et contrairement à leurs aînés, par la multiplication de lieux de mémoire construits partout en France, y compris en Ukraine, afin d'inscrire « ces PGF résistants et déportés » dans les mémoires

collectives nationales. La stèle inaugurée en 2016 au cimetière du Père-Lachaise à Paris est l'exemple le plus emblématique. La création de ces mémoriaux interroge plus largement les « politiques de la mémoire » (Raul Hilberg, 1996) conduites par les autorités françaises aux échelles locale et nationale concernant la Seconde Guerre mondiale. De plus, l'engagement des générations successives se traduit aussi par la transmission au sein de leurs familles, ou par le financement d'études historiques afin d'approfondir les connaissances sur cette captivité et sa mémoire. Notre thèse de doctorat s'inscrit dans ce cadre, devenant ainsi un enjeu de mémoire à part entière que la thèse examine également. Si « l'historien n'écrit pas la même histoire en présence des témoins qu'entouré uniquement de documents papier parfaitement silencieux » (Fabien Théofilakis, 2019), la présence des enfants et petits-enfants n'est pas sans effet dans le dialogue Histoire-Mémoire.

Enfin, je propose l'observation suivante selon laquelle, désormais, la mémoire officielle transmise par les anciens prisonniers à leurs enfants et petits-enfants ne convainc plus tellement ces derniers. C'est pourquoi les responsables de l'Union Nationale Ceux de Rawa-Ruska et leurs descendants tentent de mettre en œuvre, consciemment ou non, ce que le philosophe Paul Ricoeur nomme une « thérapie mémorielle ». Cette thérapie vise collectivement à mettre à distance l'envahissement mémoriel que les descendants ont hérité de leurs aînés » grâce à la recherche historique. Autrement dit, il y a la volonté exprimée d'aboutir à une « une reconfiguration mémorielle », à un nouveau rapport des descendants vis-à-vis de la mémoire de ce camp, par la réappropriation de la connaissance historique scientifique sur le Stalag 325, présente et à venir, pour guérir cette mémoire lacunaire et standardisée. La modification, le 30 juin 2022, des statuts et des buts de l'association, l'exprime très clairement, mais montre en même temps la difficulté pour cette thérapie de parvenir à ce que le présent ne soit plus emprisonné ou empêché par le passé, ou pour reprendre les termes de Michel de Certeau, que « le passé devienne l'absent du présent ». La mémoire du Stalag 325 semble donc être entrée dans une nouvelle phase de son évolution, offrant ainsi un sujet d'étude potentiel.

Alexandre Millet

Docteur en histoire contemporaine

Chercheur postdoctoral, ANR ITS-STORY (ANR-CE33-4992), Laboratoire CHS
(Centre d'histoire sociale des mondes contemporains), UMR 8058 CNRS,

Université Paris 1 Panthéon Sorbonne.

Chercheur associé au Laboratoire TEMOS (Temps, Mondes, Sociétés) UMR 9016 CNRS,
universités d'Angers, Bretagne Sud, Le Mans